



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

621/jpr/bm

Arrêté du 18 juin 2024 portant mise en demeure à la société MUPA Emballages de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Ensisheim

Le Préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'Arrêté Préfectoral n°2010-161-8 du 10 Juin 2010 portant autorisation d'exploiter (régularisation) à la société MUPA Emballages pour son site d'Ensisheim en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU** l'Arrêté Ministériel du 04 Octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment l'article 59 ;
- VU** le rapport de constats de la visite d'inspection du 16 Avril 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** la demande de délai supplémentaire transmise par l'exploitant en date du 31 Mai 2024 pour permettre le retour à la conformité ;

CONSIDÉRANT l'absence d'informations nécessaires sur le plan des réseaux du site, notamment les points de mesures des rejets d'eaux usées ainsi que les systèmes d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction incendie ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence de procédure d'isolement du site prenant en compte tous les points de rejets vers le milieu récepteur, notamment les puits perdus du site ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence de systèmes d'obturation au niveau des puits perdus du site ce qui ne permet pas d'éviter tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence de justificatif du volume de rétention des eaux incendie du site et le non-déploiement des systèmes de confinement en toute circonstance ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.8.1 – Alinéa 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'étude de confinement des eaux incendie du site ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.8.1 – Alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence de justificatif sur la formation du personnel concerné à la mise en place des obturateurs et sur la périodicité de la réalisation d'exercice de simulation, notamment d'exercice d'évacuation incendie ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence de transformation de puits perdu en puits filtrants sur le site ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.3.1.1 – Alinéa 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 ;

CONSIDÉRANT l'absence de procédure écrite détaillant les modalités d'organisation d'évacuation et d'intervention en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04 Octobre 2010 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a sollicité un délai supplémentaire pour les points 1, 2 et 4 du rapport d'inspection du 16 Avril 2024 et qu'au regard des éléments présentés, les délais sollicités sont acceptables au vue des enjeux à protéger, et des dispositions techniques à mettre en œuvre ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société MUPA Emballages, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 3 rue Gustave Eiffel – ZI III – 68190 Ensishheim.

Article 2 :

Sous 5 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux [...] de collecte doit notamment faire apparaître :

- [...]
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »

Article 3 :

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- [...]
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. »

Article 4 :

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...]
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. »

Article 5 :

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.8.1 – alinéa 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« Le volume de rétention des eaux d'extinction nécessaire au scénario majorant se porte à 749 m3.

Tout dispositif de confinement des eaux d'extinction doit être maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

[...] »

Article 6 :

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.8.1 – alinéa 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« [...]

Étude relative au confinement des eaux d'incendie

L'exploitant réalisera et transmettra **dans un délai de 9 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral**, au Préfet une étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie ou provenant d'un accident.

Cette étude comportera :

- une description de la situation existante accompagnée de plans détaillés qui seront ensuite régulièrement mis à jour, en précisant pour chaque zone du site :
 - les besoins en eau d'extinction,
 - les capacités de rétention ou tout autre dispositif permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident,
 - le mode d'organisation pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction.
- une justification technico-économique des solutions retenues pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction en détaillant les mesures prises ou prévues pour éviter toute pollution des réseaux et du milieu naturel ainsi qu'en précisant l'échéancier de réalisation des actions et des travaux proposés.
- la solution retenue, sera mise en œuvre selon l'échéancier validé par le Préfet, à l'issue de l'examen de l'étude.

Les quais de chargement ou de déchargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. »

Article 7 :

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, [...], la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

[...]

Cette formation comporte notamment :

[...]

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,

[...]»

Article 8 :

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.1.1 – Alinéa 3 de

l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 Juin 2010 susvisé :

« Les puits perdus devront progressivement être transformés en puits filtrants ou en points de rejets dans un émissaire superficiel (type noue).

Pour cela :

- A chaque modification de réseau, l'exploitant fait installer des moyens de traitement (décanteur, déshuileur) des eaux pluviales de ruissellement,
- l'exploitant transforme un puits perdu en un puits filtrant (ou en rejet dans un émissaire superficiel) par an. Il communique au préfet l'ensemble des justificatifs de cette action au plus tard le 1er février de l'année suivante.

A chaque modification de réseau, l'exploitant communique sans délai le plan des réseaux mis à jour ainsi que le descriptif des travaux effectués au Préfet. »

Article 9 :

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04 Octobre 2010 susvisé :

« [...]

- [...]
- L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :
- [...]
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- [...]
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- [...]. »

Article 10 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 11 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 12 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 18 juin 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général par intérim

SIGNÉ

Alain CHARRIER